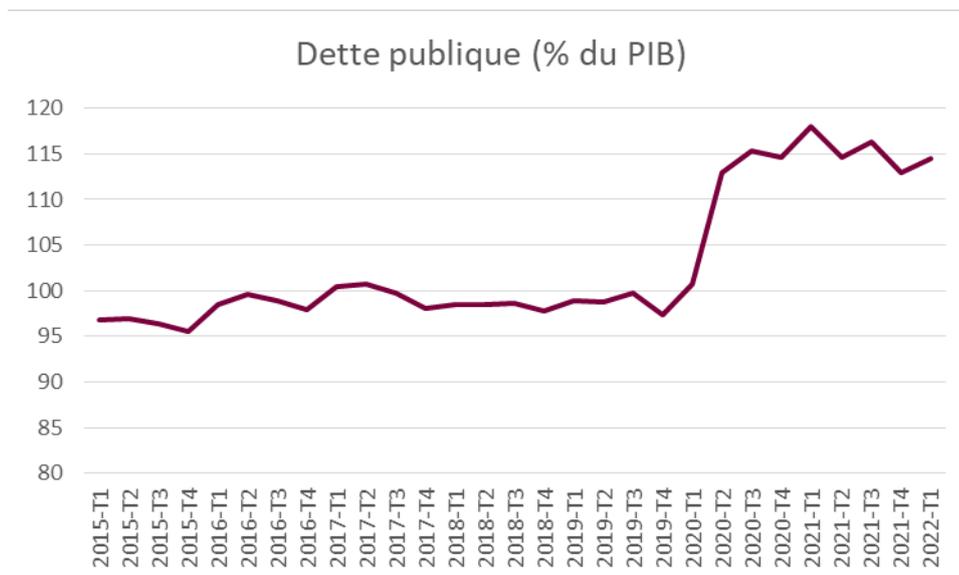


D'après la publication Insee du 24 juin 2022

La dette publique augmente au premier trimestre

La dette publique française rapportée au PIB a augmenté au premier trimestre. La dégradation des finances publiques et la hausse des taux fait craindre le retour d'une crise des dettes publiques en Europe, forçant la Banque centrale européenne à agir.

- Le ratio dette publique / PIB a augmenté de deux points au premier trimestre 2022. La dette publique nette a quant à elle progressé environ deux fois moins rapidement.



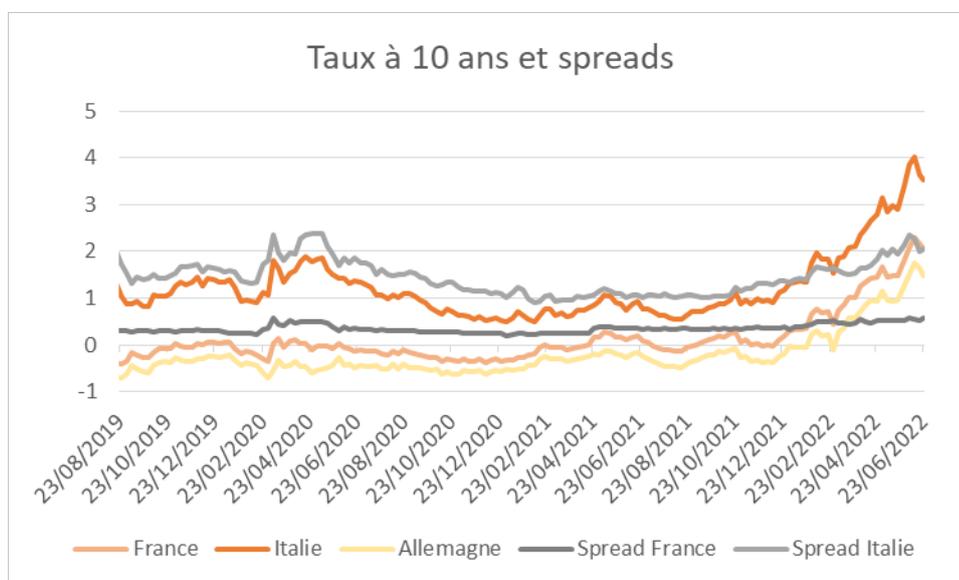
⇒ Les dépenses pour faire face à la crise sanitaire ont entraîné une explosion des dépenses publiques qui a fait bondir la dette publique rapportée au PIB de près de 20 points, pour atteindre 117,4 % au premier trimestre 2021. Elle a ensuite légèrement reflué pour atteindre 112,5 % du PIB en fin d'année dernière, avant d'augmenter à nouveau début 2022 à 114,5% du PIB. La mauvaise conjoncture au premier trimestre (contraction du PIB de -0,2%) a mécaniquement accru le ratio dette/PIB.

⇒ La dette nette a progressé environ deux fois moins vite que la dette brute au premier trimestre (+37,6 milliards d'euros pour la dette nette contre +88,8 milliards d'euros pour la dette brute). Généralement, les chiffres de dette publique sont donnés bruts selon les critères de Maastricht. Il peut cependant être intéressant de prendre en compte les actifs de l'Etat pour analyser la dette nette. La moindre progression de la dette nette s'explique par la hausse de la trésorerie des administrations publiques, c'est-à-dire que l'argent emprunté (qui apparaît dans la dette brute) n'a pas été totalement dépensé.

■ La question des finances publiques est brutalement revenue sur le devant de la scène ce printemps. Les déficits ont explosé pendant la crise sanitaire et la hausse des taux fait craindre des difficultés pour les pays les plus en difficulté (notamment l'Italie), forçant la BCE à réagir.

⇒ Au printemps 2022 les taux souverains ont sensiblement augmenté en Europe, faisant craindre un retour de la crise des dettes publiques de 2010-2012. La dette italienne est celle qui suscite le plus d'inquiétudes du fait de son niveau élevé et d'une croissance potentielle très faible (baisse attendue de la population, faibles gains de productivité). Le poids de l'Italie rendrait plus difficile la gestion d'une crise des finances publiques dans ce pays, contrairement au précédent de la Grèce, qui ne représente que 2% du PIB total de la zone euro.

⇒ La BCE est intervenue pour calmer la hausse des taux (et des écarts de taux entre l'Allemagne et l'Italie) souverains. La situation est sensiblement différente de celle de 2010-2012, puisque la BCE est désormais disposée à acheter de la dette publique des pays en difficulté, comme elle l'a déjà fait pendant la crise sanitaire. Elle a également annoncé réfléchir à de nouveaux dispositifs de soutien, sans encore en préciser la nature précise. Dans la foulée, les taux souverains se sont détendus, notamment le taux italien.



A S T E R è S

études, recherche & conseil économique

Asterès est un cabinet d'études économiques et de conseil.

Nous proposons aux entreprises et au secteur public des outils de réflexion pour orienter l'action. Notre mission est de mettre l'expertise économique au service du développement de nos clients. Ainsi, nous donnons à l'analyse économique son rôle opérationnel.

NOUS CONTACTER

contact@asteres.fr